CYAN-MAGENTA-JAUNE-NOIR

«Deviens le grand œil fixe sur le grand tout» V. Hugo

L'ŒIL DE L'ECOLE DE JOURNALISME

Publication de l'Ecole Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC)

Journal de l'ESJSC
(Ecole Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication)
Adresse : Dar Salam
Téléphone : 66 75 28 58 – 78 98 64 73
Directeur de publication : Alassane Diakité
Encadrement pédagogique : Diomansi Bomboté
Encadrement technique : Modibo Sidibé
Rédacteurs : Boubacar Diallo, Mamadou Oury Diallo, Moussa B. Sidibé, Mohamed Touré
Adresse mail : œil.esjsc@gmail.com
Page Facebook : L'Œil de L'ESJSC

N° 002 - 1ère année - Octobre 2019

LE MOT DU DIRECTEUR DE PUBLICATION

Tous ensemble !

Par Pr Alassane Diakité
Directeur de l'ESJSC

Le pari de l'École Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC) est de répondre aussi efficacement que possible à la mission qui lui a été assignée par le Chef de l'État, Président de la république, de former des professionnels compétents qui, immédiatement, dès leur sortie, seront à même de répondre à l'attente de leurs employeurs et surtout des citoyens maliens soucieux d'une information responsable, crédible, indispensable au renforcement des assises de la démocratie et des valeurs républicaines chez nous.

L'enjeu est de taille. Nous essayons d'y faire face grâce au dévouement et à la compétence avérée d'une équipe d'encadrement composée de professionnels chevronnés et d'enseignants universitaires rompus à la tâche. Nous comptons naturellement sur l'irremplaçable accompagnement des animateurs de la profession notamment de toutes ses structures d'encadrement et de tous ses militants.

Nous avons aussi besoin du regard attentif et exigeant du public pour nous faire bénéficier de ses critiques responsables et constructives. Ce public englobe aussi bien des cadres supérieurs et moyens du secteur public comme du secteur privé, que de citoyens ordinaires. Public, certes malien, mais aussi public étranger au sein duquel il ne manque pas d'observateurs avisés. Le point de vue de tous nous importe pour nous inspirer à faire toujours mieux, avec humilité et détermination.

Une semaine durant, quatre de nos étudiants de la spécialité de la presse écrite ont vécu dans un petit village du Manden pour essayer de faire vivre ses réalités. Exercice d'observation et d'analyse par des jeunes débutants (2e année) dont les limites gêneront plus d'un. Alors, nous vous lançons ce cri du cœur : aidez-nous à nous aider pour mieux vous servir une information aussi juste et digne d'intérêt que possible.

A LA DÉCOUVERTE DE KÉNIÉROBA

Dans les entrailles d'un village attachant

Kéniéroba est un village situé à 70 km de Bamako, dans la commune rurale de Bancoumana, cercle de Kati. Il est traversé par la voie bitumée de la route nationale RN26 reliant Bamako à Kangaba. Kéniéroba est à 6 km du village de Niaganabougou au nord et à 7 km de Madina au sud. Le village comprend 1589 habitants répartis entre trois quartiers : Bougoufié, Samara et Barada. Les panneaux indicateurs délimitent seulement la partie habitée du village.

Au quartier Barada, la famille Doumbia est la dernière du village, côté sud-ouest. En face, se dresse la colline sacrée dite « DjeminKoulou ». En longeant la colline toujours du côté ouest, s'étendent des terrains verdoyants en période hivernale. Cette partie du village est majoritairement habitée par des familles peules, dont notamment les Sidibé, Sangaré et Diallo. L'activité principale de ces familles est l'élevage. Un cheptel appartenant aux notabilités du village leur est aussi confié. À quelques mètres des campements peuls, se situe au quartier Samara « le vestibule de droit ». Ce bâtiment une fois inauguré, servira de guide à la population de Kéniéroba pour les démarches vis-à-vis des procédures juridiques, mais aussi de lieu d'accueil pour les hôtes de passage.

Sékou Niamakoro Kéita (100 ans), chef de village

Toujours sur la limite ouest du village, se trouve l'intersection des deux voies menant à deux villages limitrophes de Kéniéroba : Ticko et Niamé. A cette intersection : la voie de gauche mène à Ticko et celle de droite à Niamé. Cette bordure du village dépeint un magnifique paysage où s'étendent des champs à perte de vue, surplombé par la colline dite de « BokeKoulouni ».

A quelques pas de là, du côté nord-ouest de la colline, sont alignées plusieurs habitations de familles majoritairement issues de la communauté des forgerons. Ce sont les familles Diané et Soumaoro. Ce secteur du village, situé au quartier Bougoufié, a bénéficié d'un forage offert par la Coopérative des Femmes pour l'Éducation, la Santé familiale et pour l'Assainissement (COFESPA), une ONG œuvrant pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des communautés et de celles des femmes et des enfants en particulier. Avec cette pompe manuelle, ses habitants ne sont plus obligés de traverser tout le village pour aller s'approvisionner en eau au fleuve. La dernière maison côté sud-ouest du village, construite en béton, est celle de Broulaye Kéïta, un magistrat originaire du village, résidant à Bamako.

En face, on trouve la maison de la famille Berthé, première maison côté sud-est du village qui s'étend jusqu'aux berges du fleuve Niger habitées par les communautés Somono et Bozo. Les bozos viennent souvent en période hivernale pour les activités de pêche, ils se contentent de petites huttes en guise d'habitations. Quant aux Somonos, originaires de Kéniéroba, ils restent en permanence au bord du fleuve et habitent des maisons en banco ou en ciment.

En longeant le côté est du village, nous voyons alignées les familles Camara, suivies des familles Diané au quartier Bougoufié. La limite de ce quartier est l'école fondamentale du village. Après l'école, on met pied au quartier Samara où se trouvent les lieux publics du village comme les cimetières et le château d'eau.

Au quartier Barada, le dernier, côté sud, se trouvent les familles Kéïta, notamment la grande famille de la chefferie du village. A cette famille « royale » sont contiguës celles des Kouyaté et Kanté, communautés de griots et de forgerons. Ce quartier est considéré comme le plus ancien de Kéniéroba, il abrite le « Linké », grand arbre sacré du village. La dernière maison du village côté sud est une famille Kéïta.

Au quartier Bougoufié, Kéniéroba compte quelques lieux connus que nous avons pu visiter. Il s'agit du terrain de football du village, la cité des enseignants, « Lay lâ » ou le vestibule du conseil de village, peint aux couleurs nationales. La grande mosquée du village, l'antenne du réseau téléphonique sont au quartier Samara. Le deuxième terrain de football est au quartier Barada.

Mohamed Touré

Kéniéroba

Les femmes entre autonomisation et précarité

Au Mali, les femmes représentent 52% de la population totale dont 78% vivent en milieu rural. 70% de la production alimentaire leur incombent. Majoritaires à Kéniéroba, elles louvoient entre un essai d'autonomisation et la précarité.

Être une femme est difficile, mais être une femme à Kéniéroba est le tréfonds de la dureté. Elle est comme le couteau suisse du développement socioéconomique, celle à tout faire dans ce village manding. Les femmes de Kéniéroba ont le monopole de la culture de l'arachide et du haricot. En saison sèche, les tomates et les oignons que l'on y déguste goulûment sont le résultat de leur travail. Beaucoup de moutons et de chèvres qu'on y rencontre leur appartiennent.

L'agriculture, le maraîchage, l'élevage, le succès de cette ribambelle d'activités a comme fonds d'investissement les précieuses noix de karité et l'orpaillage. « Les noix de karité sont ramassées par les jeunes filles, puis transformées en beurre de karité ou vendues à l'état brut à 200 FCFA la boîte de tomates. L'argent gagné sera par la suite investi dans des condiments pour faire un plat au mari couché à l'ombre du manguier », ironise Djénéba Kanté, animatrice et rapporteuse de l'association « Danaya ». « Les noix de karité sont les maris des femmes, à Kéniéroba », renchérit Sayon Bagayoko.

En saison sèche, la quasi-totalité des femmes du village s'adonnent à l'orpaillage dans le fleuve Niger. Elles lavent les graviers extraits du fleuve qui ont déjà fait l'objet de traitement de la part des dragueurs pour en extraire les quelques pépites d'or disséminées ici et là. L'argent obtenu en sus de celui généré par la culture de l'oignon dans les jardins potagers sert de fonds pour l'achat des semences et des engrais pour la nouvelle saison hivernale et pour l'élevage des chèvres et des moutons. Il est davantage consolidé par les tontines féminines du village. Les femmes, sont organisées au sein de plusieurs groupements dont seulement deux sont formalisés : les associations « Danaya » et « Demeso ». Elles ont institué des petites tontines de cotisations appelées « tèguèrèni ».

« Danaya » a pour objectif le développement socio-économique de ses membres qui cotisent 1OO FCFA par mois. A l'approche de l'hivernage, la somme cotisée est investie dans de l'engrais pouvant atteindre une valeur de plus de 100 000 FCFA distribué aux membres de l'association pour la culture de l'arachide, du maraîchage et l'élevage. Ces genres de regroupements permettent aux femmes d'assurer les conditions socioéconomiques qui leur incombent. « À Kéniéroba, les femmes travaillent plus que les hommes. Le mari a comme préoccupation de nous donner des céréales. Et à nous de nous dégoter par tous les moyens les frais de condiments. Quand on est malade, c'est à nous également de nous prendre en charge », s'indigne Sayon Berthé, une ménagère du village.

Kéniéroba est un village dont les valeurs traditionnelles demeurent toujours ancrées dans les pratiques quotidiennes. C'est le terreau d'une telle situation qui reste la cause principale des obstacles auxquels les femmes dans leur élan d'autonomisation se butent. Dans leurs rapports avec les hommes, elles aspirent à l'égalité qui demeure toujours une utopie. Dans les instances décisionnelles ou tout autre cadre de discussion en lien avec le développement du village, elles sont reléguées au second plan. Cependant, les mentalités commencent à changer grâce à différentes campagnes de sensibilisation sur l'égalité entre les sexes.

C'est ainsi que Nanaténin Traoré, épouse du chef du village, est présidente de toutes les femmes et sert de porte-parole auprès du conseil du village sans en être membre. Politiquement, les femmes sont représentées, mais faiblement. Lors des élections municipales de 2016, sur les 17 conseillers communaux que compte la mairie de Bancoumana, chef-lieu de commune, seulement quatre sont des femmes, mais aucune ne vient de Kéniéroba. « Les femmes ne s'engagent pas en politique. Cela dénote de leur manque de confiance soutenu par l'image stéréotypée de la femme réduite au foyer, à la mère. Cependant, je crois que nous devons vaincre cet état d'esprit, nous unir et n'avoir pas peur de nous engager », déclare Djénéba Kanté.

« Quand les pluies cessent, aussitôt c'est bonjour les malheurs »

Les femmes de Kéniéroba se sentent marginalisées en matière d'octroi de terres agricoles. Selon ONU Femmes, moins de 13% des propriétaires agricoles sont des femmes dans le monde. Et selon le Programme des Nations Unies pour le Développement au Mali, seulement 5% des femmes maliennes sont des propriétaires terriennes. Et cela est une réalité à Kéniéroba où une femme peut rarement posséder une terre en son nom propre. Cependant, les associations peuvent disposer de terres maraîchères qu'elles cultivent péniblement en saison sèche à cause du manque d'eau, le premier souci des femmes de Kéniéroba.

L'accès à l'eau en général et à l'eau potable en particulier pose un problème très crucial. En période d'hivernage, les femmes ont accès à de l'eau impropre à la consommation. En saison sèche, celle-ci devient une denrée rare. « Quand les pluies cessent, aussitôt c'est bonjour les malheurs », dramatise Fanta Kéïta, ménagère. Le village dispose d'un château d'eau réparti entre cinq bornes fontaines grâce à la Coopérative des Femmes pour l'Éducation, la Santé familiale et pour l'Assainissement (COFESPA), une ONG œuvrant pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des communautés et de celles des femmes et des enfants, en particulier. On note également la présence de trois pompes manuelles pour une population de 1589 habitants. « Pour accéder à l'eau, les femmes partent se la procurer au fleuve à l'aide de charrettes et d'ânes. Elle est ainsi utilisée pour faire la cuisine », déclare Djénéba Kanté.

« Une femme qui accouche ici ne bénéficie même pas d'une moustiquaire, à plus forte raison de trois. »

Analphabètes, les femmes du village font également face à des difficultés d'ordre sanitaire. Le village dispose d'un centre de santé local et d'une clinique. Cependant, les accouchements se font au centre de santé local dans des conditions difficiles. « Chez nous ici, au centre de santé, normalement chaque femme en état de grossesse devrait avoir trois moustiquaires. La première dès la constatation de la grossesse, la deuxième après l'accouchement et la dernière quand le bébé a neuf mois. Cependant, il n'en est rien. Une femme qui accouche ici ne bénéficie même pas d'une moustiquaire, à plus forte raison de trois », informe Issa Diamoutènè, infirmier et chef du centre de santé. Selon lui, cette situation serait due au fait que Bancoumana ne leur en fournit plus.

Dans cette société polygame, le taux de natalité serait au minimum de 4 à 5 enfants par femme. Au mois d'août déjà, le centre de santé de Kéniéroba a enregistré près d'une vingtaine d'accouchements, sans compter les évacuations en cas de complications vers les Centres de santé de référence de Kangaba ou même de Bamako.

A cause de la tradition, la pratique de l'excision, les violences conjugales et le mariage précoce sont toujours d'actualité. Grâce aux différentes campagnes de sensibilisation des ONG et des associations telles que « DEME-SO », les mentalités commencent à changer notamment en termes de violences conjugales et de mariage précoce. Quant au mariage forcé, il n'existe presque plus. « Les hommes battent les femmes en cas de disputes conjugales. Cependant cela est en train d'évoluer », déclare Djénéba Kanté.

Battantes, les femmes de Kéniéroba sont conscientes des enjeux climatiques. Cela les pousse à agir en faveur de la protection de l'environnement. Elles utilisent le bois pour faire la cuisine. Cependant, les arbres interdits d'abattage sont proscrits. Elles ne coupent ni le karité ni le néré. Dans leurs champs ou jardins potagers, elles plantent des arbres tels que les anacardiers ou les manguiers « À Kéniéroba, nous nous servons des branches de certains arbres comme bois de chauffe pour la cuisine. À part cela, vous ne verrez aucun point de vente de bois », soutient Niafing Kéïta, une sexagénaire.

Ce 15 octobre, les Nations Unies célèbrent la journée internationale de la femme rurale. L'ONU rend ainsi hommage au rôle des femmes rurales dans le développement socioéconomique de leurs communautés, comme il en est à Kéniéroba, où elles sont la ceinture qui tient le pantalon du village.

Boubacar DIALLO

Modibo Soumaoro

Homme-ressource

A Kéniéroba, il est un homme qui attire les projecteurs. Associations, ONG, politique, médiation conflictuelle, gestion de l'école, de la santé, le parajuridique… Modibo Soumaoro est une véritable chance pour Kéniéroba. Son portrait.

Il est dans tout. Il est l'homme-orchestre de Kéniéroba. À 51 ans aujourd'hui, celui qui en 1996 a été sollicité auprès de son père par feu Namory Kéïta, le chef du village de l'époque, pour être au centre des commissions de la chefferie, aura consacré toute sa vie au chevet de Kéniéroba. Le choix de Namory n'était pas fortuit car à 28 ans déjà, le jeune homme s'est fait remarquer de par la confiance qu'il inspirait et son courage, blindé par la bonne réputation de sa famille, un père polygame (deux épouses) et une fratrie de onze enfants dont il est le troisième. Son niveau académique, quoiqu'approximatif à l'époque, y

est également pour quelque chose.

1987. Modibo Soumaoro est candidat à l'examen du Diplôme d'Études Fondamentales (DEF). Il échoue. L'année suivante, il retente sa chance. En vain. C'est ainsi que l'échec va devenir pour le jeune forgeron le point de départ vers l'aventure en Côte d'Ivoire, fin 1990. Durant quatre ans, il travaille à la boulangerie Toubako à Man. Il y occupe différentes fonctions telles qu'aide-gérant et livreur. Rentré au bercail à Kéniéroba, en 1994, il tombe dans le piège d'un mariage arrangé par son père, feu Noumoussa Soumaoro. C'est ainsi que Fatoumata Bagayoko, venant d'un village environnant, devient son épouse. Le couple a aujourd'hui trois enfants dont un garçon et deux filles. Tenace, Modibo repasse encore l'examen du DEF en tant que candidat libre, qu'il obtient finalement en 2006.

Modibo Soumaoro est un fin connaisseur des associations suite aux différentes expériences acquises tout au long de sa vie. Il est d'abord secrétaire administratif du comité de Kéniéroba de la Fédération des Associations. Il bénéficiera tour à tour de formations en décentralisation et en parajuridique en 2003, organisées par DEME-SO, une ONG intervenant dans la formalisation des groupements féminins afin de les doter plus tard d'un fonds de roulement renouvelable à rembourser sans intérêt.

« Modibo Soumaoro est un très bon communicateur, un homme caractérisé par la ponctualité, la rigueur et l'organisation », témoigne Ibrime Traoré, coordinateur des parajuristes de DEME-SO. En 2008, il devient le relais de DEME-SO à Kéniéroba où il fait des sensibilisations en décentralisation dans plusieurs villages environnants tels que Ticko,Woronina, Madina.

Boubacar DIALLO

L'ŒIL DE L'ECOLE DE JOURNALISME

Djénébou Diakité, 14 ans :

« La politique est pleine de mensonges. Les promesses électorales ne se réalisent jamais. »

A Kéniéroba, les filles travaillent beaucoup, au même titre que les mères. Elles ramassent les noix de karité, font de l'orpaillage, partent chercher l'eau au fleuve, etc. École, politique, excision, mariage, égalité des sexes, Djénébou Diakité, jeune fille de 14 ans, a bien voulu nous livrer le fond de sa pensée. Ses réponses, étonnantes souvent, nous donnent une certaine indication de l'innocence de l'évolution de la mentalité des filles de Kéniéroba.

L'Œil : Es-tu à l'école, Djénébou ?

Djénébou Diakité : « Je suis en 7ème année. J'aime étudier. Au premier trimestre, j'ai eu 10 de moyenne et au second trimestre 12. »

L'Œil : Selon toi, quels peuvent être les avantages des études ?

Djénébou Diakité : « Étudier est très important. Ça peut me permettre par exemple d'éduquer toute ma famille, d'avoir un travail et bien d'autres avantages. »

L'Œil : Après tes études, que voudrais-tu faire pour tes parents ?

Djénébou Diakité : « Après avoir eu un travail, j'emmènerai mes parents en ville afin qu'ils se reposent, car ici ils travaillent beaucoup. »

L'Œil : Quel métier voudrais-tu exercer plus tard ?

Djénébou Diakité : « J'aimerais être militaire, tout comme mon frère et ma sœur. »

L'Œil : Es-tu disposée à défendre le Mali au prix de ta vie ?

Djénébou Diakité : « Mon frère et ma sœur sont disposés à le faire. J'en ferai donc de même. »

L'Œil : Avec quel type d'homme voudrais-tu te marier ?

Djénébou Diakité : « Pour l'heure, je voudrais continuer mes études. Et s'il y a lieu de me marier plus tard, ce sera avec un homme instruit. Parce qu'étant instruits tous les deux, notre famille en sera de même. »

L'Œil : Une fois tes études finies, voudrais-tu te marier avec un homme de ton choix ou celui imposé par tes parents ?

Djénébou Diakité : « Je respecterai la volonté de mes parents. Ce sont eux qui m'ont mise à l'école. »

L'Œil : Accepterais-tu d'être la deuxième épouse d'un homme ?

Djénébou Diakité : « Ma mère est la deuxième dans son foyer. Je ne vois aucune raison de refuser. »

L'Œil : Que penses-tu des violences conjugales ?

Djénébou Diakité : « Un homme ne doit pas battre sa femme. Quand on s'aime et que des mésententes surviennent, il vaudrait mieux le gérer pacifiquement. »

L'Œil : Que penses-tu de l'égalité des sexes ?

Djénébou Diakité : « Je pense que la femme doit soumission à son mari qui, de par les 10 noix de cola, s'est engagé à la chérir. »

L'Œil : Quel est ton avis par rapport à l'excision ?

Djénébou Diakité (sur un air d'étonnante candeur) : « Il faut exciser les filles. C'est en cela qu'elles peuvent avoir des enfants. »

L'Œil : Sais-tu l'histoire de Kéniéroba ?

Djénébou Diakité : « Non. Je n'en ai aucune idée »

L'Œil : Aimes-tu la politique ?

Djénébou Diakité : « La politique est pleine de mensonges. Les promesses électorales ne sont jamais une réalité. Je n'aime pas la politique. »

L'Œil : As-tu une idée des conflits qui sévissent au centre et au nord du pays ?

Djénébou Diakité : « J'en ai entendu parler à l'école. Je souhaite que ces conflits prennent fin et que la paix revienne dans ces localités. »

Boubacar DIALLO

Protection de l'environnement :

Les chasseurs de Kéniéroba, soldats de la nature

C'est une tradition à Kéniéroba. Pas question de faire le trafic de bois ou encore de charbon de bois. Depuis des années, la végétation est protégée par les donzo (chasseurs) de Kéniéroba qui n'hésitent pas à amender quiconque surpris en train de couper un arbre.

Au moment même où le monde assiste au spectacle de centaines d'hectares partir en fumée dans la forêt amazonienne, la plus grande forêt tropicale du monde avec ses 5,5 millions de Km², un petit village du Mali, Kéniéroba, niché au fin fond de l'ancien empire Manding, protège jalousement sa végétation depuis bientôt un demi-siècle. Pourtant, « ce village n'a jamais reçu la visite d'une organisation nationale ou internationale en matière de protection de l'environnement », affirme Kamary Kéïta, chef des jeunes initiés donzon. « Les arbres constituent notre seconde âme car ils sont favorables à l'abondance des pluies, indispensables à notre survie », ajoute-t-il avec insistance en se redressant sur sa chaise.

Les chasseurs sont près d'une quarantaine dans le village. Ils organisent trois patrouilles par mois dans la zone qui couvre une grande partie de la forêt de Bankoumana, estimée à environ 8 000 hectares, dans le cercle de Kati. Tout chasseur peut individuellement monter la garde à tout moment. Même les natifs de Kéniéroba qui souhaiteraient aménager un champ agricole sont obligés de planter des substituts s'il leur faut couper des arbres.

La sanction contre toute personne qui enfreint à la préservation de la forêt est décidée chez le chef du village. Elle peut aller d'une amende de 25 000 FCFA jusqu'à l'expulsion du village.

Kamary Kéïta affirme que le village de Kéniéroba dispose d'une autorisation de l'État pour la protection de l'environnement et du droit de sanction envers tout contrevenant.

C'est pourquoi les chasseurs ont l'habitude de renvoyer des personnes qui se présentent avec une autorisation d'exploitation de la Direction des Eaux et Forêts car, disent-ils, « Nous sommes, pour le moment seuls gardiens de notre environnement ». Pour plus d'efficacité dans leur combat, les « donzo » de Kéniéroba ont fait alliance avec ceux de Ticko, un village voisin.

À quand remonte ce noble combat ? Pour répondre à cette question, Kamary nous renvoie chez le chef suprême des chasseurs, Ladji Tièkoura, un vieil homme aux souvenirs lointains. Il passe ses jours entre sa chambre et son petit vestibule où il nous reçoit. Sur les murs, des têtes d'antilopes, la queue et la peau de certains animaux sauvages. Ladji Tièkoura nous précise que c'est un serment qui lie les chasseurs aux ancêtres, pour la protection de l'environnement. Pour la petite anecdote, qui est à l'origine de l'engagement des donzo, le vieux narre l'histoire avec une certaine fierté : « À l'époque, des individus malintentionnés s'adonnaient à cœur joie au trafic de bois dans notre village. Malgré l'intervention du chef du village d'alors, ils ont fait la sourde oreille. Le village a donc fait appel aux chasseurs. En un seul jour, nous avons mis le feu aux tonnes de bois, prêtes pour le transport, et chassé les trafiquants. Je ne me rappelle plus exactement, mais cette histoire remonte à plus de 40 ans ».

La forêt de Kéniéroba est très dense. Sur les trois collines que compte le village, la végétation est touffue. Les espèces d'arbre comme le karité, le néré, le kapokier, l'afzelia africana (linké en Malinké), et le caïlcedrat sont les plus nombreuses dans la zone.

Les chasseurs sont organisés en deux classes : les jeunes initiés et les maîtres chasseurs ''Donzoba''. Ils pratiquent la chasse surtout pendant l'été. Si la flore de Kéniéroba est encore dense, la faune quant à elle est de moins en moins abondante. « Cela est dû à la chasse sans modération au temps des anciens », affirme Ladji Tièkoura.

On pourrait se dire qu'il est peut-être temps que les chasseurs de Kéniéroba pensent à raccrocher leurs fusils pour parfaire leur noble combat qui pourrait ressembler à un morceau de sucre dans une baignoire en matière de lutte contre le changement climatique. Mais n'oublions pas la légende du colibri…

Moussa Bilaly SIDIBE

La jeunesse à Kéniéroba

L'engagement et la discipline au service de la comm

Au Mali, la jeunesse représente l'écrasante majorité de la population. Une grande partie de cette masse juvénile se trouve en zone rurale. A Kéniéroba, malgré les difficultés, les jeunes démontrent une organisation et un remarquable engagement pour le développement du village.

A la périphérie ouest du village de Kéniéroba, le bruit assourdissant des tronçonneuses transperce le calme de la forêt. Un groupe de jeunes est à l'œuvre pour un travail collectif. La sueur dégoulinant des corps trempe les chemises de ces ouvriers bénévoles. La chaleur est amplifiée par l'humidité provoquée par la pluie qui a arrosé le village la nuit précédente. C'est maintenant le troisième dimanche que les jeunes de Kéniéroba et ceux de Niamé, un village voisin, travaillent en coordination pour défricher, niveler et aménager la route reliant les deux villages. Une voie de 15 kilomètres de long sur 5 mètres de large commence à prendre forme, grâce la dévotion collective.

La dimension de l'ouvrage titanesque semble galvaniser les travailleurs, la bonne humeur est perceptible dans les gestes et leurs attitudes. Le sentiment de servir une cause commune paraît combler les jeunes des deux villages. Le travail est bien organisé et chacun accomplit méthodiquement sa tâche. Pendant que les uns coupent les arbres longeant le passage, d'autres remplissent les trous de cailloux et un autre groupe déplace les troncs d'arbres.

En guise d'encouragements, les jeunes reçoivent la visite de deux conseillers du chef de village, venus leur témoigner l'accompagnement total des anciens. L'un d'eux, Dama Kéïta, se dit « particulièrement heureux de l'engagement des jeunes pour les d'activités allant dans le cadre du développement du village ».

L'organisation de la jeunesse, une tradition dans le village.

Quand on évoque la jeunesse de Kéniéroba, le nom d'un homme

La nouvelle maison d'arrêt tend les bras aux futurs pensionn

11 400 détenus peuplent les 59 établissements pénitentiaires au Mali. La Maison Centrale d'Arrêt de Bamako, à elle seule, suffoque avec 3 500 détenus pour 400 places, selon une source de la DNAPES (Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Éducation Surveillée). Face à cette surpopulation dans les geôles maliennes, une nouvelle maison d'arrêt est en construction à Kéniéroba.

La volonté des autorités est en marche. La nouvelle maison d'arrêt de Kéniéroba est sortie de terre. En plein milieu rural, au cœur du pays manding, à environ 70 kilomètres de Bamako, s'érige un immense chantier : Un mur d'enceinte haut de cinq mètres, surplombé de fils barbelés, sur une superficie de six hectares, et un mirador au quatre angles. À l'intérieur, une trentaine de bâtiments est en construction. L'extérieur est encombré par des tonnes de sable, des machines et un camion-citerne stationnés devant l'entrée principale. Aucun bruit de moteur. Le chantier est visiblement à l'arrêt. Quelques ouvriers s'attèlent à transporter des barres de fer sur leurs épaules. C'est le chantier de la plus grande prison du pays et de la sous-région. Aux environs, rien que des champs agricoles.

Avec une capacité d'accueil de 2 500 détenus, la Maison d'arrêt de Kéniéroba sera la plus grande de la sous-région avec celle d'El-Harrach en Algérie. Elle est bâtie selon les normes internationales en matière carcérale. La nouvelle prison compterait des bâtiments administratifs, des postes de contrôle avec un système de vidéosurveillance, une infirmerie, une école dotée d'une bibliothèque, un quartier VIP de 72 places, un atelier de réinsertion professionnelle, une salle de prière, des espaces sportifs et un foyer.

Le projet est entièrement financé sur le budget national à hauteur de neuf milliards de FCFA et exécuté par une entreprise malienne. Le délai d'exécution initialement prévu pour deux ans, accuse quelques mois de retard alors que le chantier n'est exécuté qu'à 61%. Ce retard est dû à un problème de décaissement des fonds, explique l'ingénieur Dounankê Diarra, responsable du chantier. « Difficile de dire quand finira le chantier », renchérit-il.

Quant aux habitants de Kéniéroba, l'espoir de voir leur village électrifié noie toute peur de vivre avec une prison qui pourrait accueillir des individus très dangereux. « Vivre avec cette prison n'est pas un problème. Mais tout ce que je demande aux autorités, c'est l'électrification de mon village et une garantie de sécurité », souhaite le chef du village, Sékou Niamankoro Keïta, d'une voix enrouée due au poids de quelques 100 ans de vie.

Le nom de Kéniéroba est rattaché à un centre pénitentiaire agricole depuis la première République du Mali. Situé à quelques centaines de mètres de la nouvelle maison d'arrêt, le Centre Pénitentiaire Agricole (CPA) de Kéniéroba est le plus grand des quatre CPA du Mali. Pour une première visite, difficile de ne pas s'y méprendre. La cour ressemble à une grande concession avec plusieurs chambres. Le bureau du régisseur à droite, près de l'entrée, suivi de six chambres qui servent de dortoirs aux détenus.

Au fond, le logement du régisseur, à gauche, la cuisine, deux toilettes et le logement des surveillants. Au centre de la cour, un château d'eau et un hangar. Le calme qui règne dans la cour est souvent interrompu par le chant des oiseaux, des cris d'appel et des éclats de rire.

Gniga Koné est l'actuel régisseur du centre. Occupé aux travaux champêtres, il nous a fallu quelques heures d'attente pour avoir un entretien avec lui. « L'objectif de ce centre est de former les détenus en agriculture et l'élevage, en vue de faciliter leur réinsertion sociale », confie-t-il. Les détenus transférés à Kéniéroba sont uniquement des condamnés d'une peine allant de six mois à trois ans de détention et qui se sont distingués par leur bonne conduite dans les prisons fermées. Les 17 détenus que compte le centre aujourd'hui ne sont jamais enfermés. Ils peuvent vaquer à leurs petits besoins non loin du centre. Pendant leur jour de repos, ils ont même la possibilité d'aller faire le marché à quelques kilomètres.

L'agriculture est leur domaine de prédilection. Six jours sur sept, de 7 h à 17 h, les détenus passent leurs journées dans les 193 hectares de champs appartenant au centre (titre foncier au nom du Ministère de la justice). Pour la campagne agricole 2016-2017, le Centre a produit avec l'aide du Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD) 27,4 tonnes de maïs, 37 sacs d'arachide et 39 kg de niébé sur 80 hectares cultivés. Chaque année, la production est divisée en trois parties égales entre les détenus, le lieu de détention et les éventuels frais de justice, conformé-

«Deviens le grand œil fixe sur le grand tout» V. Hugo
L'ŒIL DE L'ECOLE DE JOURNALISME

unauté

revient constamment : c'est Fodé Kéïta. Il est le leader de l'Association locale des jeunes et non moins frère cadet du chef de village. Au chantier, il se fait vite remarquer tel un chef d'orchestre, vu ses multiples va-et-vient. Il coordonne l'organisation, donne des indications.

La stratification des organisations de jeunes est codifiée et établie par des normes historiques et traditionnelles à Kéniéroba. Les jeunes du village sont organisés en un regroupement de sept (7) couches classées selon des tranches d'âges. Le groupe de la génération de Fodé Kéïta s'appelle les « Sebessi », du nom local d'un arbre réputé pour sa résistance et la solidité de ses racines. Les « Sebessi » sont les plus anciens des jeunes, et sont à la dernière étape avant de passer dans la classe des anciens du village. Ils sont âgés de 45 à 50 ans.

Le groupe qui suit directement les « Sebessi » est le « Balla Kari » (40 à 45 ans), du nom de leur leader Balla et de Kari, synonyme de groupe dans la langue locale. Ensuite, suivent cinq autres groupes : « Moussa Kari» (35 à 40 ans), « Bassi Kari » (30 à 35 ans), « Yamougou Kari » (25 à 30), « Lassi Kari » (20 à 25 ans), et « Souley Kari » (15 à 20 ans).

Chaque groupe a sa déclinaison féminine. Les femmes, de la même génération qu'un groupe masculin, forment la version féminine des « Kari ». D'ailleurs, on ajoute le vocable « Moussoman » (correspondant féminin), à l'appellation des groupes masculins pour dénommer ceux des femmes.

Cette organisation est une tradition du village et les jeunes continuent à la respecter. « Elle est transmise à Kéniéroba depuis des générations », explique Dama Kéïta. « La transmission du leadership s'effectue par voie héréditaire », ajoute Fodé Kéïta. « Je suis le chef de mon groupe par le fait de la paternité, sinon il y a des gens plus âgés que moi parmi les Sebessi ». Ces groupes représentent des classes de générations ayant effectué ensemble plusieurs étapes de la vie depuis l'enfance. « Même les mariages, nous les faisons ensemble, par groupe », renchérit-il.

L'organisation et la discipline des jeunes sont le socle de leur engagement et l'expression de leur citoyenneté à travers divers domaines de la vie du village. « Le conseil du village sollicite la main d'œuvre des jeunes pour les travaux physiques et aussi pour d'autres missions comme la sécurisation du village », soutient Dama Kéïta. Il arrive aussi, selon Fodé Kéïta, que la jeunesse, d'elle-même, prenne l'initiative de mener certaines activités comme la construction de la route reliant les deux villages.

Plusieurs édifices ont été construits grâce à la main-d'œuvre des jeunes : « Les deux mosquées du village ont été entièrement construites par les jeunes, de manière bénévole. De même que le centre de santé, les salles de classes du second cycle de l'école, le fossé pour le château d'eau du village, etc.», énumère Fodé Kéïta. Avant d'ajouter que l'engagement pour la cause commune incombe à chaque jeune du village. S'il y a un travail collectif, tous les jeunes convoqués viennent ou se justifient en cas d'absence, au risque de se voir amender.

L'activité principale des jeunes du village est l'agriculture. Les petits métiers comme la mécanique ou la menuiserie sont peu répandus et souvent réservés à des classes sociales précises. L'orpaillage, notamment au moyen de drague, occupait les jeunes mais commence à être moins prisé depuis son interdiction. La principale préoccupation des jeunes, selon leur leader, est la dotation d'une maison de jeunes pour laquelle ils se disent prêts à assurer la main-d'œuvre.

Les jeunes ont aussi un rôle dans la régulation des mœurs

L'engagement des jeunes se manifeste aussi dans le cadre de la sécurisation et du maintien de la cohésion sociale dans le village. En collaboration avec les autorités et les chasseurs donzo, les jeunes organisent des patrouilles de sécurisation du village. Le conseil des anciens du village a délégué un certain nombre de prérogatives juridiques aux jeunes. Notamment les questions de contentieux entre agriculteurs et éleveurs qui sont gérées en première instance par les jeunes. « Nous tranchons les litiges quand des animaux d'éleveurs s'infiltrent dans les champs des agriculteurs. Les amandes sont connues : 1000 FCFA par tête pour les chèvres et les moutons, et 2000 FCFA par tête pour les ânes et les bœufs », indique Fodé Kéïta.

Certaines affaires relatives aux mœurs sont aussi tranchées par l'organisation des jeunes. Il s'agit généralement des affaires de vol, de bagarres, et même de viol. Les chasseurs donzo jugent à leur niveau les voleurs ou autres malfaiteurs qu'ils attrapent. Pour un viol, une amende de 150.000 FCFA est généralement infligée, ou la famille de la personne incriminée paye ce qu'elle peut après négociation. Dans les cas où les affaires sont complexes, les jeunes transfèrent les litiges chez les Vieux du village. Cela est aussi courant si un plaignant n'est pas satisfait de sa sentence. L'affaire est alors transférée chez les Anciens dont le jugement est réputé plus sévère que celui des jeunes.

Les affaires de meurtre ou autres cas très graves sont gérés par les autorités, c'est alors la gendarmerie qui est contactée par les jeunes.

Mohamed Touré

aires

ment à la Loi Pénitentiaire.

En 2018, la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali) a apporté son soutien au centre pour un coût d'environ 100 millions de FCFA. Grâce à ce financement, le CPA de Kéniéroba s'est doté d'un nouveau bloc administratif, trois chambres pour les détenus, un deuxième château d'eau, deux poulaillers avec 300 pondeuses, un verger de trois hectares et une bergerie qui compte 58 bovins. L'apport de la Minusma a contribué à la mise en place effective d'un comité de gestion. Alou Coulibaly, un ancien détenu, est l'actuel berger embauché par le centre. Ce sexagénaire qui a passé six mois de sa vie dans cette prison est convaincu du bienfait procuré par l'établissement. Marié et père de cinq enfants, Coulibaly tient aujourd'hui des paroles de sage. « La prison est une leçon de la vie. Un prisonnier doit être patient et se rappeler toujours des raisons de son incarcération. À sa sortie, il doit être un bon exemple dans la société », conseille-t-il.

Dans la sous-région, en termes de nombre de détenus par pays, le Mali se situe derrière la Côte d'Ivoire qui comptait 18 592 détenus l'an dernier et le Sénégal avec 11 547 détenus. Cependant, notre pays semble se lancer dans une course peu élogieuse au vu de la croissance du nombre de personnes mises en détention, ces dernières années. De 2017 à 2019, le nombre de détenus est passé de 1 693 à 11 400. Il incombe donc aux autorités de trouver des solutions au-delà des murs des prisons.

Moussa Bilaly SIDIBE

Kéniéroba

Terre de brassage

Cité des enseignants, quartier des peuls, village dogon … À Kéniéroba, le sens de l'hospitalité est matérialisé par un geste assez symbolique : l'octroi aux populations allogènes de parcelles de terre à des fins d'habitation et d'agriculture. Vieille de plusieurs années, cette pratique d'accueillir à bras ouverts les étrangers a permis au village d'améliorer sa croissance démographique estimée aujourd'hui à 1 589 habitants.

Un village dogon au cœur du Manden. Cela peut paraître invraisemblable. Pourtant, à Kéniéroba, une bourgade située entre Bamako et Kangaba, se trouve Tutulu, un petit hameau d'environ deux cents âmes avec une particularité atypique : il est peuplé uniquement de dogons.

Arrivés en 2011 en provenance du cercle de Koro, dans la région de Mopti, à la recherche d'espaces propices à l'agriculture, ces dogons ont finalement porté leur choix sur Kéniéroba après un bref passage à Fana et Dioïla. Selon Seydou Togo, le chef de la délégation dogon, ce choix s'explique par plusieurs facteurs, notamment la fertilité du sol de cette zone manding et son accessibilité. « Lorsqu'on a sollicité les notables de Kéniéroba de nous accorder des champs et des espaces d'habitation, on nous a réclamé seulement le payement symbolique de dix colas au chef du village », raconte-t-il en nous montrant du doigt la limite des six hectares qui leur a été attribués.

Mais ces parcelles, explique Boubacar Kéïta, frère et conseiller du chef du village, sont attribuées aux étrangers par solidarité et sous forme de prêt. « La terre reste la propriété du village et toute personne qui obtient le droit de s'y installer doit se conformer à nos principes », prévient-il. « Aussi, aucun individu n'a le droit de la vendre à une tierce personne. »

Parmi les principes auxquels les étrangers doivent s'astreindre figurent : l'interdiction de couper des arbres pour en faire du charbon et le paiement d'une taxe d'habitation au chef du village.

Apport d'un savoir-faire différent

Les enseignants de l'unique école fondamentale du village sont aussi bénéficiaires de cette fraternité agissante de la chefferie. En effet, dans l'optique de manifester leur sens du partage et de l'hospitalité, les notables ont octroyé gracieusement une cité aux enseignants qui assurent l'éducation scolaire du village. D'après Boubacar Kéïta, ce geste présente un double avantage : « D'un côté, cela aide les enseignants à se sentir intégrés et, de

l'autre côté, on peut créer et entretenir une relation de proximité et d'amitié ».

Ousmane Sangaré est un peulh originaire du cercle de San, dans la région de Sikasso. Il s'est installé à Kéniéroba en 2009 pour exercer pleinement l'élevage de ses vaches, ses moutons et ses chèvres. Selon lui, l'implantation des étrangers dans cette localité apporte une plus-value et un savoir-faire différent. « Ici, la majeure partie des autochtones sont des cultivateurs, signale-t-il. Mais avec l'arrivée des étrangers, les activités se sont diversifiées : le village compte désormais des pêcheurs, des éleveurs, des forgerons… »

Aujourd'hui encore, Kéniéroba continue de perpétuer cette tradition tout en essayant de la formaliser à travers un recensement des nouveaux arrivants via des livrets de famille. Après des années de cohabitation, l'entente existe bel et bien entre les allogènes et les autochtones. Cependant, il arrive souvent que des tensions ressurgissent. La dernière en date est celle relative à un projet de construction d'une école que les dogons, appuyés par une ONG, voulaient réaliser sans consultation préalable de la chefferie de Kéniéroba.

Mamadou Oury Diallo

Apercu sur l'éducation à Kéniéroba

Kéniéroba dispose d'une seule école publique située au cœur du village. Elle est délimitée au sud-ouest par la route goudronnée RN26 joignant Bamako à Kangaba et qui traverse le village. Au nord-est de l'école se trouve l'extension du quartier « Bougoufié » dont elle fait partie, et au sud se situe le quartier Barada.

L'école fondamentale de Kéniéroba date d'octobre 1960. Elle regroupe le premier et le second cycle. L'effectif actuel est de 723 élèves, 401 garçons et 322 filles. A sa création, elle ne comptait qu'une seule salle de classe. Aujourd'hui, elle en compte 9 : le bureau de la direction, trois classes et les toilettes ont été reconstruits grâce au programme de développement du gouvernement japonais, en 1998. En 2001, l'école est dotée de trois salles de classe pour le second cycle ; ainsi, elle reçoit les élèves des villages environnant comme : Ticko, Woronina, Madina, Niaganabougou.

Oxfam Grande-Bretagne, une organisation non gouvernementale britannique, a financé en 2012, la dotation de l'école d'un forage, assurant ainsi l'approvisionnement en eau.

De sa création à maintenant, l'école a vu se succéder pas moins de neuf directeurs. Respectivement : Tiémory Cissé (1960-1974), Aliou Aba Touré (1974-1976), Abdoulaye Tall (1976-1977), Namouroukou Traoré (1977-1984), Dambou Kéïta (1984-1986), Damoudou Tounkara (1986-2001), Bakary Coulibaly (2001-2009), Diakaridia Doumbia (2009-2012), et Drissa Coulibaly l'actuel directeur qui a pris fonction en 2013.

L'école compte douze (12) enseignants, six (6) pour le premier cycle et autant pour le second. Trois enseignants sont pris en charge par la communauté grâce aux cotisations des parents d'élèves dont le montant s'élève à 2000 FCFA par enfant et par an. En plus de cette cotisation, les parents paient à la coopérative 500 FCFA. Ces fonds financent le fonctionnement quotidien de l'école.

L'éducation à Kéniéroba n'est pas l'apanage unique de l'école publique. Il existe aussi deux médersas dans le village. Les medersas gérées par les imams des deux mosquées du village et dispensent un enseignement technique à 500 élèves dans des disciplines comme : la physique, la chimie, la biologie. Mais la formation se caractérise avant tout par l'enseignement des préceptes religieux de l'islam : les enfants apprennent la lecture du Coran, la vie du prophète et reçoivent des cours expliquant des hadiths, selon Abdoulaye Kéïta, imam de la mosquée et Fondateur de la medersa « Badr'Adin ».

L'éducation des enfants à Kéniéroba se fait aussi par les initiations et des rites traditionnels à travers les groupes de générations. Mais ces pratiques seraient en recul, selon plusieurs habitants du village. Les personnes interrogées se réservent de s'exprimer sur ces pratiques jugées sacrées.

Mohamed Touré

Éducation

Le drame des abandons scolaires

A Kéniéroba, l'éducation est un défi majeur pour les enseignants, les parents et les autorités scolaires. Compte tenu des conditions socio-économiques, la scolarisation des enfants, particulièrement celle des filles, pose problème. L'effectif de l'école fondamentale du village a diminué de près de 300 élèves ces dernières années, poussant le Centre d'Animation Pédagogique (CAP) à ne plus retenir l'école du village comme centre d'examen. Beaucoup d'élèves préfèrent travailler sur les lieux d'orpaillage ou dans les champs, plutôt que de rester sur les bancs.

Il est 15 heures à Kéniéroba, l'environnement est verdoyant en cette période hivernale. Kendia Kouyaté est une jeune fille de 17 ans, elle est à la tâche dans les champs d'arachide avec sa mère, ses sœurs et d'autres femmes du village, comme tous les jours, depuis les vacances scolaires. L'adolescente fait la fierté de sa maman, car elle est l'une des six filles du village admises cette année au Diplôme d'Études Fondamentales (DEF).

En zone rurale, certaines pesanteurs sociales telles que les mariages, les travaux champêtres et ménagers font que les filles sont confrontées à plus de difficultés que leurs camarades garçons dans le cadre des études. Le taux d'abandon est considérable, particulièrement celui des jeunes filles. Tous les avis convergent en premier lieu vers l'orpaillage qui depuis une dizaine d'années a chamboulé des habitudes dans ces zones. L'orpaillage est une activité suscitant la convoitise, les filles ne sont pas en marge du phénomène. Elles partent en nombre sur les placers où certains travaux leur sont réservés comme : tirer les cordes des puits, les petits commerces, ou encore le lavage des minerais.

Fatoumata Doumbia - 18 ans - est une autre jeune fille du village. Aussi aux champs, elle est chargée des rafraîchissements pour les autres. Contrairement à son amie, Kendia, Fatoumata a abandonné l'école en 7ème année au profit de l'orpaillage par drague. Elle dit regretter cette décision aujourd'hui. « En 2017, je suis allée faire le travail de dragage. A l'époque, plusieurs filles partaient faire ce travail, parce qu'on y gagnait beaucoup plus d'argent qu'en travaillant aux champs », relate-t-elle. Elle explique que les filles partent à l'orpaillage compte tenu du grand profit que cette activité procure. « Sur les lieux d'orpaillage, en plus de leur salaire, les filles sortent avec les orpailleurs », soutient-elle. « Quand un garçon est amoureux d'une fille, il peut lui donner entre 10 000 FCFA et 15 000 FCFA par semaine. Et il arrive que les filles aient des relations avec plusieurs garçons en même temps ».

L'école n'est plus la priorité des enfants

Kéniéroba dispose d'une seule école publique, regroupant le premier et le second cycle au sein de la même Direction. Assis dans son bureau, un homme nous reçoit. La cinquantaine, il est habillé d'un boubou rougeâtre. Sa tête rasée contraste avec la barbe grisonnante. C'est Drissa Coulibaly, le directeur de l'école de Kéniéroba.

Le bureau de la direction venant d'être expéditivement nettoyé est encore poussiéreux. Une odeur piquante s'en dégage, certainement due aux matières fécales des rongeurs et des chauves-souris.

M. Coulibaly est le neuvième directeur de l'école du village, créée en 1960. Il gère un effectif de 723 élèves, 401 garçons pour 322 filles. L'un des principaux défis du responsable de l'école est la scolarisation des filles. Les chiffres qu'il délivre démontrent la réalité de la situation du village. Sur un effectif de 37 élèves en 9ème, l'école a enregistré 27 admis dont 6 filles sur 15 candidats au DEF. Un taux de réussite de 90%, reluisant par rapport au niveau national qui s'élève à 52% mais qui laisse transparaître en filigrane une autre réalité.

Les filles ont plus de mal à terminer leur scolarité que les garçons

La tendance d'abandon est plus élevée chez les filles. Dans les classes de premier cycle, les filles sont sensiblement au même nombre que les garçons, voire plus nombreuses (1ère année : 24 filles et 21 garçons ; 2ème année : 37 filles et 34 garçons ; 3 ème année : 45 filles et 44 garçons). Ces chiffres s'inversent au niveau des classes supérieures où les filles deviennent alors minoritaires. C'est d'autant plus perceptible que les performances de ces dernières sont intéressantes au second cycle. Les classes de 7 ème et 8 ème année ont des filles premières de classe avec 15 et 16 de moyenne annuelle sur 20. Les deuxièmes des classes de 8 ème et 9 ème année sont aussi des filles avec 14 de moyenne annuelle sur 20.

Les enseignants confirment cette analyse. « La promotion de Kendia Kouyaté comptait 40 filles en 7 ème année. Ce nombre s'est réduit à 20 en 8 ème année pour arriver à tout juste 15 candidates au DEF », explique Hamady Fofana, enseignant chargé des cours d'anglais.

Pour eux, plusieurs facteurs peuvent expliquer pourquoi les filles n'ont pas les mêmes chances que les garçons d'aller au terme de leur cycle, même à l'école fondamentale. Mahamar Touré est aussi enseignant à l'école de Kéniéroba depuis six ans. Il pointe du doigt en premier lieu « le manque de suivi des parents poussant les enfants vers des activités extra-scolaires qui sont génératrices de revenus ». Dans le même esprit, son collègue Fofana renchérit : « Certains parents peuvent venir en plein cours et vous dire qu'ils ont besoin d'un enfant pour le travail au champ ».

Les parents d'élèves veulent prendre le problème à bras le corps

Chez les parents d'élèves, c'est un tout autre son de cloche. De leur côté, les responsables du Comité de gestion scolaire (CGS) avancent « fournir des efforts pour permettre aux enfants de bénéficier d'une scolarité normale ». Moussa Kéïta, le président du CGS, parle des initiatives prises au niveau de l'association comme appeler les parents pour des explications concernant les absences répétées de leurs enfants. Ils se défendent aussi quant aux questions de mariage des jeunes élèves et des travaux champêtres. « Donner des filles en mariage au cours de leur scolarité commence à être rare chez nous. À la reprise des classes, nous demandons aux parents de décharger les enfants des travaux champêtres », avance Sékou Kéïta, président adjoint du CGS de l'école.

Le principal facteur d'abandon reste pour lui la sempiternelle question d'orpaillage qui est souvent la volonté des enfants eux-mêmes. Mais, selon lui, les élèves sont aussi découragés par les grèves à répétition des enseignants.

Kadiatou Kouyaté est mère de famille et tante de Kendia Kouyaté. Son quotidien est animé par les travaux champêtres entre 10 h et 18 h. Entre deux coups de daba, elle livre son sentiment sur cette question. « Si j'avais la possibilité, tous mes enfants, filles comme garçons, iraient à l'école et termineraient leur scolarité. Mais dans notre milieu ces questions, et particulièrement la décision de donner en mariage une fille sont du ressort du père de famille », affirme-t-elle difficilement après plusieurs hésitations.

Dans un village comme Kéniéroba, compte tenu des conditions socio-économiques, l'école peut être reléguée au second plan. Auréolée de son nouveau statut de lycéenne, Kendia Kouyaté raconte la fois où, sous la pression de sa mère, elle allait partir travailler sur les dragues. « Mais mon père s'y est strictement opposé, il a insisté pour que je continue mes études », affirme-t-elle. Le futur pour la jeune fille, c'est son inscription prochaine dans un lycée à Bamako. Avec la même persévérance, elle pourrait réaliser son rêve : « devenir médecin et revenir servir auprès des proches du village ».

Mohamed Touré

«Deviens le grand œil fixe sur le grand tout» V. Hugo
L'ŒIL DE L'ECOLE DE JOURNALISME

Santé publique

Une équation a plusieurs inconnues

Kéniéroba souffre de maladies chroniques : absence de spécialistes, manque de personnel et de matériel médical, mais aussi pauvreté et ignorance sont entre autre les difficultés courantes du système de santé dans ce petit village Manding de plus 1 589 habitants en 2009.

L'infirmier Issa Diamoutène, 24 ans, est l'actuel chef de la Maternité rurale de Kéniéroba. En ce mercredi matin, assisté d'une stagiaire, il panse les blessures d'un jeune garçon qui se tord de douleur sur une table. Le jeune infirmier qui en est à sa première année de prise de fonction dans cette localité, a été sollicité par son ami, Adama Diakité, natif du même village. Diamoutène est à la tête d'une petite équipe composée d'un infirmier, trois matrones et une pharmacienne pour la prise en charge des malades dans le centre, créé il y a de cela une vingtaine d'années. En moyenne, 20 patients sont consultés par jour, malgré la précarité. « Les conditions de travail sont difficiles. Nous sommes confrontés au manque d'eau potable, l'insuffisance de personnel et de matériel ; or, les cas qui nous parviennent sont souvent très compliqués », témoigne le jeune infirmier.

La salle d'accouchement qui sert aussi de salle de consultation prénatale (CPN), est équipée d'une seule table, obligeant parfois les matrones à annuler les consultations pour s'occuper des cas d'accouchements. « Plus grave, nous sommes souvent contraintes de faire des accouchements au sol, faute de place », rajoute la matrone, Takadi Keïta. La maternité ne disposant pas d'ambulance, les cas de césarienne et autres urgences qui dépassent les compétences du centre, sont évacués à moto, au CSCOM de Bancoumana, à 12 Km du village…

Le paludisme, la bilharziose, la tuberculose, les IST (infections sexuellement transmissibles) …

« Ici, les infections sexuellement transmissibles (IST), la bilharziose, la tuberculose, l'asthme et surtout le paludisme sont les maladies récurrentes », énumère Diamountène. Les femmes sont principalement touchées par les infections sexuelles. Selon Takadi Keïta, Sur 20 femmes consultées, seulement trois sont souvent épargnées. « Cela est dû au manque d'hygiène des toilettes, à la consommation d'eau impropre, mais aussi aux stigmates de l'excision toujours pratiquée et soutenue par les notables du village », précise la matrone.

De l'autre côté du Centre, sous la véranda qui donne à la salle d'accouchement et à la pharmacie, une dizaine de personnes, en majorité des femmes, sont assises de part et

d'autre de la porte d'entrée. Certains avec des ordonnances à la main, d'autres avec des injections, attendent impatiemment l'appel de la pharmacienne, Bintou Doumbia, également chargée des injections et perfusions. Le petit Daouda Fofana, âgé d'un an et demi est dans les bras de sa mère, Nantène Sogoré. L'enfant, visiblement fébrile, porte un cathéter sur le poignet. « Je suis venue avec mon enfant parce qu'il souffre de paludisme depuis plus d'une semaine. Il est désormais habitué aux médicaments pharmaceutiques, c'est pourquoi le traitement traditionnel ne lui sert plus à grand-chose », explique la mère du petit, d'un air découragé.

La maternité qui fonctionne sur fonds propres, parvient à payer le personnel dont les salaires varient entre 35 000 et 50 000 FCFA, et en même temps, à passer les commandes de médicaments « à hauteur de 300 000 à 500 000 FCFA par mois », affirme Bintou Doumbia.

Une nouvelle alternative

Il y a de cela un an, un cabinet de santé a ouvert ses portes grâce à l'association « Appuis Santé Mali », dont le fondateur est le docteur Noumou Kouyaté, natif de Kéniéroba. « L'ouverture de ce cabinet a considérablement amélioré l'accès aux soins de santé du village », se réjouit un notable. Le nouveau cabinet a mis en place un système, permettant aux malades de se soigner à crédit. Bassara Cissé est l'infirmier du cabinet. En cet après-midi, il fait le diagnostic du jeune Bakary Camara, un paludéen, venu avec son oncle d'un village voisin distant de sept kilomètres. Dans ce milieu rural, c'est en cas d'échec du traitement traditionnel que les malades ont recours au centre de santé, « ce qui complique les traitements », regrette M. Cissé.

Après consultation du jeune homme, l'infirmier fournit les médicaments prescrits en donnant les indications au malade. Dans son tiroir, il nous montre une dizaine d'ordonnances impayées.

Dans ce village où la planification familiale est presqu'un interdit, à cause de la pression exercée par les discours religieux, « les femmes ont au minimum 5 enfants en l'espace de dix ans de mariage », affirme le docteur Kouyaté. Les quelques femmes qui tiennent à la planification familiale le font en catimini. C'est pourquoi l'association « Appuis Santé Mali » prévoit des campagnes de sensibilisation sur la planification familiale et l'excision dans ce village profondément attaché à ses coutumes.

Moussa Bilaly Sidibé

Dans le sillage des vendeuses de poissons

Assise au bord de la route, sous l'ombre d'un arbre, Aïchata Kéïta scrute de près l'aiguille des deux balances dans lesquelles, elle dépose minutieusement un à un les poissons qu'elle vend : carpes, capitaines, silures, alevins, etc.

Chaque jour, la jeune fille reçoit, tôt le matin, des mains de son père, pêcheur au Fourouda, 10 à 15 kg de poissons qu'elle vient écouler au bord de cette chaussée reliant Bamako au cercle de Kangaba.

En cette matinée de vendredi, la route semble calme. Peu de voitures et de motocyclistes sont perceptibles. Mais Aïchata reste néanmoins confiante. « Le marché est souvent aléatoire mais il faut être patient et optimiste. Les clients vont venir », affirme-t-elle en égratignant du couteau le gros capitaine qui frétille encore dans le récipient : « Regardez ce poisson, c'est sorti du fleuve ça ne vaut même pas une heure. Il pèse 4 kg pour un prix de 12.000 FCFA. »

Soudain, au passage d'un motocycliste, notre interlocutrice exécute

un geste dont elle a l'habitude : elle se tient débout puis brandit ostensiblement le poisson pour attirer l'attention du conducteur de l'engin, qui file à fière allure. « Souvent, ils ne nous voient pas, on doit donc signaler notre présence », se justifie-t-elle avec humour. Au même moment d'autres vendeuses, tous du quartier Fourouda, arrivent avec leurs paniers remplis de poisson, au bord de cette route qui semble être assurément « la plaque tournante du commerce de poisson à Kénieroba ». « Le bitumage de cette voie a été une bénédiction pour nous, confie Djénéba Sogoré, vendeuse de poisson depuis plus de trente ans. Maintenant on n'a plus besoin d'exporter nos poissons vers Bamako car les usagers de cette route – motocyclistes, conducteurs de voiture, camionneurs – de passage achètent beaucoup nos poissons ». Construite fin 2011, cette Route Nationale N°26 a donc stimulé la vente des espèces halieutiques de cette localité mandingue.

« La prolifération des sites d'orpaillages notamment à Kangaba a également rehaussé la fréquentation de la clientèle », admet la quinquagénaire entrain d'étaler ses poissons sur une couverture à même le sol.

Il est environ 11h lorsqu'une moto ''Apache'' rouge et blanche stationne auprès de nos vendeuses. Le propriétaire, Balla Camara, est rapidement reconnu par nos poissonnières. Il est un habitué des lieux. Il habite à Bamako, à Djikoroni-Para, mais travaille dans un site d'orpaillage à Kangaba. « A chaque fois que je passe vers là, je m'arrête pour acheter du poisson frais », affirme-t-il avant de glisser, l'air pressé, un billet de 5.000 FCFA pour 3 kg de silures.

Entre temps, un véhicule de type Mercedes 190 s'immobilise à une poignée de mètre de là. Un monsieur en costume, Daouda Sissoko, y descend pour acheter son poisson favori : le capitaine. « Ici, on peut se procurer du vrai poisson, celui dont le goût est naturel, léger et surtout savoureux », fait saliver Daouda Sissoko, qui dégaine 15.000 FCFA pour s'arroser l'intégralité des poissons d'Aïchata.

Une excellente affaire pour la jeune fille qui rentre à la maison, le panier vide mais le portefeuille plein.

Mamadou Oury Diallo

Le maïs roi

Au centre des produits agricoles, le maïs occupe une place prépondérante suivi du riz. Par contre, depuis quelques années, la culture du mil est en net recul.

Kéniéroba étant situé dans une cuvette assez arrosée, la pratique du maraîchage connaît une timide expansion avec comme principale production l'oignon. La culture de l'arachide, généralement réservée à la gent féminine, est destinée prioritairement à la consommation locale, du reste comme pratiquement les autres denrées agricoles.

Les passagers de la route nationale (RN) 26, en direction de la frontière guinéenne à une centaine de km, via Kangaba, qui traverse le village, constituent une clientèle providentielle pour les différents produits agricoles auxquels s'ajoute une intéressante exploitation halieutique. Il s'ensuit un surenchérissement du coût de ces produits dont le niveau de prix n'a pratiquement rien à envier à celui pratiqué à Bamako.

Ce tableau ne serait pas tout à fait complet si on évoquait pas la ruée vers l'or qui fait de l'orpaillage le miroir aux alouettes provocant l'abandon de l'école par des jeunes écoliers et, plus grave, la dislocation des ménages avec de plus en plus des femmes mariées qui, dans bien d'autres villages du Manden, délaissent leur foyer en quête d'une fortune hypothétique dans les damandas (site d'orpaillage).

La rédaction

Quand une gibecière crée Kéniéroba

« Chaque jour, l'oreille va à l'école ». L'histoire de l'empire manding a survécu au temps grâce à l'oralité. Elle continue de vivre toujours grâce au verbe de ses dépositaires. Djôgô Kouyaté, griot descendant de Balla Fasséké Kouyaté, est de ceux-là. Dans son salon de Bancoumana, embaumé d'encens pour l'occasion, il nous narre comment le village de Kéniéroba a été créé.

« Un jour, Maren Famoussa, lors d'une partie de chasse, tu oublieras ta gibecière quelque part. C'est là que tu dois t'installer avec tous tes frères. C'est en cela uniquement que vous connaîtrez le pouvoir et la prospérité ». La voilà la réponse des oracles à Maren Famoussa, fils de Koma, l'ancêtre des habitants de Kéniéroba, venu s'enquérir de son sort et de celui de ses quatre frères : Nankaye, SalyMassama, Namory, et Nankara.

Maren Famoussa, comme ses frères, sont tous de grands chasseurs. Un jour, après de longues heures de chasse, il décide de se reposer. Il s'endort près d'un petit « linké » (arbre dont le nom scientifique est l'afzelia africana), auquel il a accroché sa gibecière. Lorsqu'il se réveille, Maren Famoussa ne prend que son arme et rentre à la maison. Il constate rapidement l'absence de sa gibecière et il rebrousse chemin. En cours de route, la prophétie des oracles lui vient à l'esprit. Rentré au village, à Bankassy, avec sa gibecière, Maren Famoussa convoque ses quatre frères, tous installés dans des villages différents. Nankaye est à Woronina, SalyMassama à Samara, Namory à Madiguila et Nankara à Farabalen. Lorsqu'il leur fait part de la prophétie, tous acceptent. C'est ainsi qu'ils sont venus s'installer près du petit « linké ».

Linké, l'arbre à l'origine de la création du village.

Ils ont d'abord commencé par entourer l'endroit d'un fort, puis y ont construit des habitations pour les cinq frères. Le nouveau village créé aura pour nom : Kéniéroba. Il deviendra plus tard plus puissant et plus prospère que n'importe quel village environnant. Maren Famoussa est devenu le premier chef du village. Cependant, la signification de Kéniéroba demeure toujours un mystère. Certains font des rapprochements avec le Kéniéroba de la Guinée

Le père des cinq frères, Koma, a quitté Niani, en Guinée, pour s'installer à Koko où vivaient déjà des griots funè Ceux-ci, après des consultations géomantiques, se sont aperçus que Koma allait devenir un grand et prospère guerrier, que sa réputation prendrait le dessus de leur lignée.

C'est ainsi que les Funè, tous des Camara, décident de se déplacer à Ségou-Doukounikoro, vers l'est, tout en faisant promettre à Koma de préserver leur nom. Celui-ci s'est donc engagé à appeler toute la région le funèdugu (pays des funè). Aujourd'hui, le Funèdugu comprend huit villages : Kéniéroba, Ticko, Woronina, Madina, Niaganinabougou, Nakelabougou, Tema et Missira.

Boubacar DIALLO

Balla Fasséké, l'ancêtre des Kouyaté repose à Kéniéroba

« La parole du Manding est comme l'esprit. C'est un champ de connaissances que nul n'a défriché », écrit Drissa Diakité dans son ouvrage « Kuma ou la force du serment ». L'histoire de l'empire du Mali doit son existence à la parole, aux dépositaires de la parole, aux griots. Ceux-ci ont joué un rôle déterminant lors du règne de Soundiata Kéïta, en l'occurrence Nyankoman Doka généralement connu sous le nom de Balla Fasséké. Sans lui, les Kouyaté n'existeraient pas. Mort en 1271, sa tombe se trouve à Kéniéroba. On ne peut parler de l'histoire de Soundiata sans parler de lui. On ne peut parler de lui sans parler de Soundiata. Qui était-il ?

Balla Fasséké, de son vrai nom Nyankoman Doka, est un personnage clé de l'empire du Mali sous le règne de Soundiata Kéïta. En 1218, le père de Soundiata, Naré Maghan, décède. Dankaran Touman, son demi-frère et nouveau roi, le contraint à l'exil à Mema avec sa mère Sogolon Konté, son autre demi-frère Mandé Boukary, et sa sœur Sogolon Kolonkan. A l'époque, le Manding est vassal de l'empire Sosso du puissant empereur Soumaoro Kanté. Le royaume, exacerbé par les impôts et la soumission, veut s'affranchir sous la houlette de Dankaran Touman. Soumaoro Kanté, en colère, envahit et détruit le Manding comme un vieux canari. Dankaran Touman s'enfuit en territoire guinéen à Kissidougou.

Au Manding, la résistance s'organise du côté des chasseurs avec au centre, Kamadjan Camara. Celui-ci et ses conseillers consultent les oracles qui prédisent l'issue favorable de la guerre contre Soumaoro : seul l'enfant lion (Soundiata) pourra venir à bout du grand sorcier du Sosso. Rapidement, deux missions se mettent en place. La première, conduite par Magandjan Bérété et Jélimusonin Tumu Maninya, sœur de Nyankoman Doka, part convaincre Soundiata à regagner la mère patrie. La seconde est conduite par Nyankoman Doka lui-même et Sansonma Goninafè, charmante fille de Dankaran Touman. L'objectif de la mission : emmener Sansonma Goninafè à percer le mystère de l'invincibilité de Soumaoro Kanté.

A Mema, Soundiata accepte de rentrer libérer le Manding du joug de Soumaoro avec Magandjan Bérété et Jélimusonin Tumu Maninya.

Pendant ce temps, Nyankoman Doka est en mission avec Sansonma Goninafè auprès du roi Sosso. Soumaoro est absent. Il est en chasse dans la brousse.

La tombe de Balla Fasséké à Kéniéroba.

Comment Nyankoman Doka est devenu Balla Fasséké ?

Nyankoman Doka, en se baladant dans les appartements privés de son hôte, tombe sur un balafon: le sosobala, un balafon magique dont des génies ont fait cadeau à Soumaoro Kanté. Il en jouait à chaque fois qu'il partait en brousse. Nyankoman Doka se mit donc à jouer le sosobala. Soumaoro, grand thaumaturge qu'il est, entend le son de son instrument de musique favori. Pris de colère, il s'interroge : « Quelle créature aussi audacieuse joue de mon balafon ? » Il se hâte de rentrer et tombe sur Nyankoman Doka. Soumaoro était si étonné par les notes mélodieuses mêlées aux louanges qui lui étaient adressés par Doka.

« Il est si agréable de s'entendre louer par un autre que soi », s'exclame-t-il. « L'art que tu montres à jouer du balafon est un don de Dieu. (…) À partir d'aujourd'hui, tu seras à mon service et tu veilleras sur mon balafon tel un épervier (sègè) qui veille sur moi-même et sur tout mon clan. Tu seras mon balafasègè - L'épervier maître de mon balafon-. » Voilà comment Nyankoman Doka est devenu Balla Fasséké.

Cependant, Nyankoman Doka refuse l'offre de Soumaoro Kanté et lui expose le message du Manding. « Je suis déjà au service d'un autre roi. Et le Manding m'a mandaté auprès de toi afin de t'informer de son allégeance. Ô vous, l'invaincu et l'invincible, en gage de bonne fois, le Manding vous fait présent de cette jeune femme nubile pour renforcer les liens d'alliance qui nous lient depuis des lustres. » Soumaoro en a été ravi. Cependant, il coupe les tendons d'Achille de Balla Fasséké après que celui-ci a tenté de s'évader plusieurs fois. Il devient ainsi perclus.

Des jours durant, Sansonma Goninafè va user de sa force de séduction pour ravir à Soumaoro son secret d'invincibilité, son « tana ». Elle y parvient enfin : c'est l'ergot d'un coq blanc. L'empereur sorcier et magicien sosso avait 69 façons de se métamorphoser. Il fallait attendre qu'il se transforme en un lutin blanc avec un point noir, lequel, écorché par l'ergot d'un coq blanc, lui serait fatal. Sansonma Goninafè s'enfuit donc avec ce secret vers le Manding, et c'est cela qui a permis à Soundiata, déjà rentré au royaume, de vaincre Soumaoro.

Après la prise du Sosso, Soundiata, reconnaissant à l'égard de Balla Fasséké, aurait lié un pacte de fidélité avec lui. « A partir d'aujourd'hui, Kounyantiè (il y a désormais un pacte de fidélité entre toi, moi et toute ma descendance) », a-t-il juré.

Et c'est ainsi qu'il prit le patronyme Kouyaté. Balla Fasséké a par la suite été nommé premier conseiller de la famille royale.

Il a été décidé que le sossobala ferait désormais partie du patrimoine de Doka et que ses descendants pourraient en hériter. De nos jours, le Sosobala se trouve à Nyagasola, en Guinée.

La rencontre de Kankanyanfuga

Des guerres fratricides ont implosé entre les rois du Manding. Soundiata a prié Balla Fasséké de convier tous les patriarches à un sommet à Kankanyanfuga (ou Kouroukanfuga), la grande place de rassemblement et de festivités de Soundiata.

L'objectif était d'adopter une certaine forme d'organisation et de règles de vivre ensemble. Le jour du sommet, Balla Fasséké était le maître de cérémonie. Il a souhaité la bienvenue aux participants et introduit l'objet du sommet. Il servait également de porte-parole à Soundiata. « Balla Fasséké savait parler. Il savait parler bien ; il savait parler juste ; il savait parler clair », écrit Drissa Diakité dans « Kuma ou la force du serment ». « Depuis ce jour-là, la parole publique est introduite au Manding par les griots Kouyaté. »

Balla Fasséké a eu trois enfants : Moussa, Massama et Batrou Mory. Ce sont d'eux que viennent tous les Kouyaté. Nyankoman Doka ou Balla Fasséké serait mort en 1271. Sa tombe se trouve à Kéniéroba. Cependant, le mystère plane toujours sur sa présence dans ce village.

Des légendes, l'histoire du Mali peut en être truffée comme l'attestent les nombreuses versions disponibles de l'histoire de Balla Fasséké.

Cependant, pour reprendre le propos de Drissa Diakité dans « Kuma ou la force du serment » : « En quoi Homère serait-il plus crédible que Nyankoman Doka ? » Parler d'un personnage du XIIIème siècle, dont il est extrêmement rare de trouver un document pour en attester l'existence, quoi de plus périlleux comme exercice !

Heureusement que la parole du griot Djôgô Kouyaté de Kéniéroba, le livre « Kuma ou la force du serment » de Drissa Diakité, ainsi que l'ouvrage « Historiques des grands empires du Mali » de l'archiviste Moussa Niakaté ont été interrogés pour vous servir cette autre version que vous venez de lire.

Boubacar DIALLO